

APRES LES NON ANNONCES DE NICOLAS SARKOZY ET VALERIE PECRESSE,

Dans la grève active, dans les manifestations, partout en France, nous étions près de 50 000 universitaires, chercheurs, étudiants, ce jeudi 5 février.

C'est sans précédent. La part qu'y prennent les enseignants-chercheurs est considérable et inédite, les chercheurs sont venus en nombre. La présence de personnels issus de tous les horizons du supérieur et de la recherche (IUT, IUFM, Ecoles diverses, Instituts, EPST...), avec tous les statuts -en particulier des jeunes doctorants et docteurs confrontés à la précarité-, comme les rangs de plus en plus fournis des étudiants, sont la marque d'une dynamique très rapide qui a peu d'exemples.

Ce mouvement n'est pas spontané : des organisations syndicales et non syndicales, le SNESUP en particulier, ont alerté, dénoncé et organisé les résistances en impulsant diverses formes de mobilisations depuis des semaines. Le gouvernement et singulièrement Valérie Pécresse portent une lourde responsabilité en refusant le retrait des textes et mesures contestés.

Les propos de Nicolas Sarkozy jeudi soir, qui ont porté seulement sur la revendication statutaire (rien sur l'emploi scientifique, rien de direct sur la formation des enseignants...) visaient, par un populisme affligeant, à freiner le courant de sympathie dont nos revendications commencent à bénéficier dans l'opinion.

Dans cet exercice, toutes les contre-vérités ont été mises en avant à gros traits : classements internationaux, évaluation, autonomie, comparaisons « bidon », chiffres en trompe l'œil... Malgré le côté martial de ces sentences, le président n'a pas semblé si sûr de leurs effets. Les formules finales de ce moment du long monologue présidentiel, du genre "s'il faut discuter...", ressemblent furieusement à celles de Chirac et Villepin au moment du CPE.

Valérie Pécresse s'y est pris avec plus de lourdeur (y compris accompagnée de charges policières inadmissibles à Strasbourg) en "invitant" à une rencontre le 11 février autour d'une "charte de bonne conduite" : propos dérisoires qui ne prennent pas la mesure de la très profonde contestation d'un ensemble cohérent de textes et de dispositifs gouvernementaux dont la grève suivie et active est la preuve.

Le SNESUP n'entend pas cautionner, ni là ni sur d'autres dossiers, de telles chartes qui ouvrent sur la dérégulation statutaire. **Le retrait du texte du décret est l'exigence commune du monde universitaire. C'est l'une des quatre revendications claires qui cimentent la formidable unité d'action. Solidairement avec le refus de dispositif Darcos-Pécresse avancé contre la formation des enseignants et sur les concours, l'annulation des 1030 suppressions d'emplois, le refus du démantèlement des organismes de recherche.**

Sur le pauvre ordre du jour annoncé par Valérie Pécresse visant à adapter des logiques dénoncées par la majorité des enseignants-chercheurs, **la ministre risque de se retrouver bien seule mercredi 11 février.** Le gouvernement doit assumer des négociations à la hauteur des mobilisations et des enjeux scientifiques et universitaires. La poursuite de la grève, l'organisation de la réussite de la manifestation nationale du 10 février, le maintien et l'élargissement de l'unité de toutes les forces (syndicats, associations et collectifs, "inorganisés"...), de leur coordination, sont plus que jamais indispensables.

Jean FABBRI
Secrétaire Général
Paris, le 6 février 2009

**Tout prépare une journée de grève et de manifestation sans précédent
MARDI 10 FEVRIER, 14 h : MANIFESTATION NATIONALE A PARIS
de la place de la Sorbonne à l'Assemblée Nationale
Le SNESUP fait tout pour en assurer le succès**